

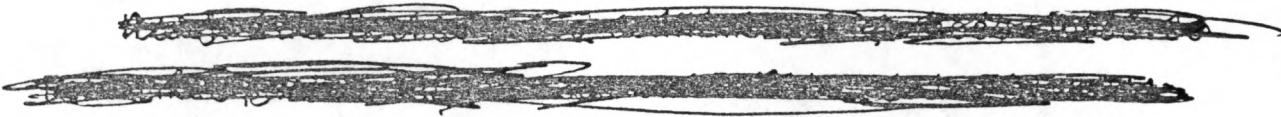
DISCOURS FNESR

Jeudi 17 mai 1990

Pierre Mauroy
—

Madame le Maire de Strasbourg,
Chers amis, chers camarades,

Le Congrès de la FNESR constitue notre premier grand rassemblement socialiste depuis le Congrès de Rennes.



Il doit être le cadre d'une réflexion de fond, notamment à propos de la décentralisation et du rôle des élus.

Mais il doit bien plus encore, compte tenu de l'actualité, manifester notre volonté de fonder et de garantir une société de dialogue, de tolérance, de respect de la personne humaine. Une société sans haine ni exclusive.

Cette perspective, ce n'est évidemment pas d'hier que nous socialistes avons tenté d'y contribuer. "Pour un socialiste" écrivait François Mitterrand en 1971, "la liberté s'invente chaque jour". On comprendra, sans y ajouter trop de mots, que les socialistes aient vécu ces derniers mois comme une blessure pour la France, pour les français de jour en jour.

Blessure, cette résurgence dans le vocabulaire politique de connotations racistes lancées au hasard de jeux de mots ou de coups de gueule. Blessure, cette multiplication de crimes et de délits attestant des comportements de plus en plus ouvertement racistes. Blessure, ce constat d'un sondage récent : plus de 90 % de cadres du Front National considèrent que les juifs ont trop de pouvoir en France.

Au moment même où nous tournons une page de l'histoire de l'Europe, l'ignoble profanation des tombes de Carpentras réveille les pires démons d'une période encore présente à nos esprits. Douleur, stupeur, colère. Tout a été dit. Chacun se retrouve maintenant face à sa conscience. Et ce que cette conscience nous dicte détermine moins le passé que l'avenir.

Ce passé désormais inscrit dans le temps, mais non pas prescrit. L'oubli trop souvent autorise les recommencements. Le souvenir peut certes s'effacer, il est chose personnelle et individuelle. Mais la mémoire est, elle, fait de société.

La mémoire doit pénétrer l'avenir. Aussi la première exigence de l'heure est-elle de veiller à la connaissance et au respect de l'Histoire. Lionel Jospin a eu raison de demander au corps enseignant d'en assurer une explication que les manuels scolaires abordent insuffisamment.

La mémoire, nous avons aussi à la préserver contre ce révisionnisme de l'histoire, qui nie, qui banalise, qui amoindrit, qui détourne. Il n'est pas seulement un outrage aux victimes, il est en

même temps un crime contre l'avenir. ³
leur place dans à l'Université - la défaite a été facile
à l'opposition de M. Mitterrand - Il a fallu attendre. Rien n'a été fait que
Aux yeux d'un grand nombre, le drame de Carpentras éclate ~~l'avenir~~.
comme un révélateur : celui d'une France engagée sur un mauvais
chemin, une voie détestable dans laquelle nous ne retrouvons aucun
grand pays européen. Les élections récentes en RFA, montrent au
contraire un net recul de l'extrême droite. L'immense
manifestation du 14 mai, honorée de la présence du Président de la
République, atteste d'une prise de conscience. Cela ne peut que nous
réjouir.

Mais au-delà de ce sursaut, mes chers camarades, de quoi
demain est-il fait ? Nous refusons le retour à l'indifférence. Nous
savons depuis longtemps qu'une civilisation, aussi avancée soit-
elle, peut recéler sa part de crimes et de domination. Non, l'avenir
doit être un combat à mener contre l'intolérance et l'exclusion.

Ce combat constitue la vraie toile de fond de notre actualité
politique récente. Il était urgent de marquer des limites fermes et
rigoureuses à la progression des actes racistes. Le gouvernement
l'a compris, en acceptant la discussion au Parlement d'une
proposition de loi, sévère certes, mais dont nous savons désormais
l'impérieuse nécessité. Ce travail législatif doit déboucher, et
rapidement.

Le Parti, lui, se devait d'en appeler à l'opinion. Nous l'avons
fait dans le cadre d'une campagne d'affichage sur l'ensemble du
territoire national. Nous l'avons fait en nous adressant à
l'intelligence des Français, en nous plaçant délibérément sur le

terrain des idées et du symbole. On ne gagnera pas contre le racisme en placardant sur les murs des slogans de poudre vaisselle. L'idée d'un mur qui risque de s'interposer, parfois à leur insu, entre des groupes de Français, c'est je crois l'image qui peut s'imposer à l'opinion. En tout cas il nous appartient ici d'en assurer le plein succès. ~~Et la mobilisation~~ ^{En sachant que} des murs ne suffit pas à la mobilisation générale.

25
 présent
 sur 1
 murs
 1
 groupe
 l'affiche
 200 000

Et au-delà pour combattre les expressions malsaines du racisme, il nous appartenait de contribuer au grand projet d'intégration qui est celui du gouvernement. ~~et de faire~~ Je m'y emploierai en présentant le 29 mai prochain, lors de la Table Ronde de Matignon, les grandes lignes d'une plate-forme socialiste.

~~Philippe Martin et les élus du congrès ne manqueront pas de la prendre au sérieux dans le débat de la future prochaine~~
 Je voudrais mes chers camarades, que cet appel aux

consciences soit le premier message que ce Congrès adresse au pays depuis Strasbourg. Strasbourg que je salue en la personne de son Maire, Catherine Trautmann, femme socialiste à la tête d'une grande métropole régionale. Je n'oublie pas non plus que de Strasbourg, siège du Parlement Européen - définitivement, nous l'espérons - s'édifie cette future union européenne, depuis toujours notre idéal et notre espoir.

Mes chers camarades, nous sommes ici en Congrès d'Elus, représentant des dizaines de milliers d'autres élus. Ce rassemblement traduit par son ampleur la plus forte implantation locale de notre histoire acquise lors des municipales de 1989. Il manifeste aussi la vitalité de notre fédération, qui a su être présente à la fois sur le terrain et dans le débat.

avril 88

Je veux ici comme Président sortant adresser mes remerciements à ceux qui, avec l'équipe permanente de la FNESR, ont organisé les 22 assises régionales, clôturées vous vous en souvenez par notre grand meeting du Bourget. Cet immense rassemblement donnait ainsi le coup d'envoi de la campagne présidentielle des socialistes en faveur de la candidature de François Mitterrand.

ici au fil de l'eau

La FNESR s'est avec les années beaucoup développée. Et après tout, - n'y voyez pas malice-, j'oublierai- la part des quelques convoitises qu'elle a pu susciter ces dernières semaines. Ce rôle croissant de notre Fédération, nous le devons à ceux qui par le passé l'ont animée. Je salue Franck Sérusclat qui est ici. Je veux aussi honorer la mémoire de ceux qui nous ont quittés, Hubert Dubedout et Charles Hernu. Nous savons ce que nous leur devons.

Il nous appartient maintenant d'aller ensemble plus loin encore. La FNESR a vocation à rassembler largement. Nous sommes ici entre socialistes, mais aussi avec tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs républicaines. La FNESR qui regroupe - succès électoraux aidant - un nombre sans cesse plus important de militants socialistes, doit jouer un rôle essentiel dans notre vie interne. Notre militantisme n'est pas fait d'une addition d'esprits de chapelle. Mais d'une volonté de rayonnement et d'action. Voilà ce que peuvent et doivent apporter les élus au Parti.

Comme élus nous ressentons avec une sensibilité particulière

les bouleversements qui sont ceux du temps présent. Les évolutions actuelles sont profondes, significatives. Leur trait commun est de porter aujourd'hui plus sur les questions de société que sur l'évolution de la situation économique.

Non point que nous négligions cette situation. Nous savons ce que la bonne santé de notre économie, que le monde nous reconnaît, doit aux décisions difficiles prises en 1982 et en 1983. Lorsque nous annonçons les contours d'une nouvelle étape sociale, nous le faisons avec la lucidité et la légitimité nées de tant de sacrifices consentis. Nous savons aussi l'ampleur des problèmes qui restent à surmonter : le chômage, les bas salaires pour lesquels une négociation va s'engager dans les conditions que vous savez, la précarité dont nous allons discuter au Parlement. Tout cela, c'est je dirai notre effort quotidien.

Mais nous avons conscience aussi de la nécessité d'aborder clairement les questions de société. Un défaut de clarté, une certaine absence sur le terrain idéologique, expliquent à mon sens certaines déconvenues dans les sondages.

Je dirai pour simplifier que les socialistes ont à reprendre l'initiative sur le terrain de l'idéologie. Car ce débat idéologique, ébauché avec notre nouvelle déclaration de principes, se développe souterrainement dans les consciences. J'en ai parlé tout à l'heure à propos du racisme. On pourrait élargir la réflexion à l'ensemble de notre modèle de développement social. Ceux qui feignaient de confondre "idéologique" et "archaïque" en sont aujourd'hui pour leurs frais. Ce qui était surréaliste, c'était cette modernité creuse et

fade. Le débat idéologique s'est au fond imposé de lui-même.

Il s'est imposé naturellement avec le reflux du communisme à l'Est. Mais comment remplir les vides ainsi créés ? Comment surtout lutter contre ce que nous devinons : la démocratie ne vient pas nécessairement remplacer la dictature. Ces sociétés longtemps privées de débat et de formation politique risquent d'être livrées à des réflexes primaires : ces nationalismes exacerbés, cet "antisémitisme sans juif" selon la formule d'un survivant du ghetto de Varsovie.

Il s'est imposé aussi parce que le socialisme apparaît, à l'Est encore, mais cela nous concerne directement, comme une valeur compromise. Compromis parce que les communistes ont en quelque sorte annexé l'usage du mot. Compromis parce que les mêmes termes, nationalisation ou planification par exemple, ont servi à qualifier des politiques très différentes.

Nous devrions en ce sens répliquer au Parti Communiste Français : "Non, le communisme totalitaire n'est pas le produit d'une dérive du communisme originel ! Cette dérive était consubstantielle à la privation de liberté qu'imposait le communisme au nom de l'égalité". Précisément, là résidait le désaccord avec les socialistes dans la conception développée par Blum au Congrès de Tours.

Le débat idéologique

Il s'est imposé du fait de l'évolution de notre propre société, plus urbaine, plus riche, malgré des écarts grandissants, plus technique. Les sondages nous révèlent une opinion publique

attachée aux fondements sociaux de notre société, attentive aux retraites ou à la sécurité sociale, reconnaissant et souhaitant le rôle de l'Etat, en cela proche des socialistes. Mais aussi il nous montre une opinion inquiète et pour tout dire déboussolée à propos des grands enjeux de société.

Déboussolée d'ailleurs, au point de ne pas voir la crise du libéralisme s'approfondir sous nos yeux. C'est une donnée de fond que nous socialistes négligeons trop. Allons plus loin dans la mise en évidence de la crise des pratiques financières aux USA, où il est clair que les jeunes financiers ont joué leur rôle dans l'aggravation de la crise industrielle. Analysons plus avant les éléments de l'échec de l'hyper-libéralisme Thatcherien. Dénonçons l'injustice des mécanismes financiers internationaux qui malgré les mesures récentes du fonds monétaire international continuent à accabler les pays endettés. Où en sera l'Argentine dans cinq ans ?

C'est mes chers camarades, sur cette toile de fond que vont se développer les combats à venir. Les Français attendent beaucoup des socialistes, avec parfois la tentation d'exiger d'eux des réponses simples et immédiates à des questions complexes et difficiles.

Nous avons à convaincre. Nous pouvons le faire aux trois conditions qui fondent la synthèse de l'après-Rennes. Elle nous engage à rétablir les grands équilibres de notre vie de Parti. Elle nous engage à développer notre projet. Elle nous engage enfin au rassemblement.

Le Congrès de Rennes nous a meurtris. Je ne crois pas qu'il nous ait affaiblis. Malgré les inévitables tâtonnements pour la composition des instances nationales, malgré quelques contentieux fédéraux, nous avons pu retrouver un équilibre et sans doute un peu plus d'unité. Nous n'avons pas encore retrouvé l'élan à la hauteur du combat à mener.

*Suivaz
Excellente
Comité
d'irection
- la Ligue
- au travail
- appelleurs*

J'ai fait de cette activation de la vie interne du Parti, le premier de mes objectifs. Une nouvelle forme de militantisme, une communication plus intense entre nous, l'amélioration de nos règles de fonctionnement internes, sont des conditions essentielles auxquelles il convient de réfléchir dans la perspective d'une Convention Nationale sur le Parti. La FNESR devra y prendre sa part.

La synthèse nous engage aussi à développer notre projet socialiste. Nous ne pouvons pas en effet nous tenir aux seules questions consensuelles. Nous devons aussi intégrer dans notre approche les importantes avancées du gouvernement de Michel Rocard: le revenu minimum d'insertion, et l'instauration d'un véritable droit au logement annoncé par Michel Delebarre puis traduit dans la loi sur le logement des plus démunis qui vient d'être présentée au Parlement par Louis Besson.

Plusieurs conventions nationales sont en préparation. Nous tiendrons le mois prochain les Etats Généraux sur les inégalités. J'ai aussi demandé à Jean-Yves Le Drian, Délégué National pour les questions de Défense de définir les contours de ce que pourrait être notre future Convention pour le désarmement.

Je m'attarderai ici sur deux questions qui recoupent plus particulièrement les domaines de la FNESR. L'une porte sur les évolutions de nos collectivités territoriales. L'autre sur le rôle et la place des élus.

Deux septennats pour la décentralisation ! Ce temps est nécessaire car il n'existe pas de grande réforme sans la durée. Il faut donc prolonger encore l'action entreprise par Gaston Defferre ~~et~~ sous le gouvernement de l'Union de la Gauche. J'ai comme vous pris en compte avec intérêt le projet de loi de Pierre Joxe sur l'Administration Territoriale. Il a le mérite de compléter, de corriger parfois, d'ébaucher des réponses quant à l'émergence d'un véritable pouvoir d'agglomération.

Il constitue une étape que nous saluons. Nous savons aussi qu'il faudra aller au-delà, notamment au plan de la décentralisation des compétences. Cela c'est le rôle de la FNESR et du Parti. Il tient à nous d'avancer des idées. Tout comme il tient à nous d'aider à définir les modalités d'un aménagement du territoire embrassant le champ européen, seul désormais à la mesure des grandes technologies et des grandes infrastructures.

Mais le plus immédiat se trouve sans doute ailleurs. La légitimité d'une collectivité dépend trop étroitement des modes de scrutins pour que nous ne nous penchions pas rapidement sur la révision de certains d'entre eux.

J'ai regretté dans une lettre au Premier Ministre que nous ne

puissions pas mettre les départements à l'heure de la démographie. Il faut à tout le moins que nous puissions le faire au travers d'un redécoupage cantonal.

*panier
de
futurs
complémentaires*

Nous devons aussi retoucher à la loi régionale. La cohérence d'une action publique est faite de la cohérence des majorités susceptibles de la mettre en oeuvre. Or tout indique aujourd'hui qu'il ne sortirait rien d'autre du mode de scrutin actuel qu'un éparpillement des forces et l'absence de majorité nette. Le Front National serait dans la plupart des cas l'arbitre de la situation. Nous devons réfléchir à des modalités différentes quant au mode de scrutin sinon quant aux circonscriptions régionales.

Notre grand domaine est celui du statut des élus. Le débat difficile sur l'amnistie témoigne des risques d'une rupture entre les élus et l'opinion. La suspicion s'installe vite, même quand elle est parfaitement anormale et injuste, je crois l'avoir démontré lors du débat sur la motion de censure.

J'y ai fait une proposition pour témoigner du côté irréprochable des élus. J'ai souhaité comme vous le savez qu'une initiative soit prise pour revenir sur la proposition du Groupe Socialiste de rendre public - oui public - l'état des patrimoines des élus. Cette proposition même que le gouvernement de M. Chirac n'avait pas voulu accepter lors du débat sur le financement des campagnes électorales! Il faut y revenir. Et je suis sûr qu'on le fera.

La synthèse nous engage enfin au rassemblement. Le

↓ Maréchal | Débat toujours p | Ensuite 60

rassemblement est de la vocation du Parti Socialiste. Il n'exclut pas que se forment auprès de nous d'autres organisations adhérentes à la majorité présidentielle. Mais il est clair que nous devons rester vis à vis de ces nouvelles formations politiques dans un état d'esprit de compétition, étant entendu que cette compétition ne doit pas exclure le dialogue à la veille des échéances électorales.

L'écologie on le sait nous pose un problème spécifique. Je crois profondément que nous avons à développer la dimension écologique dans le projet socialiste. Une perspective écologique fondée sur les valeurs d'un progrès maîtrisé et non de la simple méfiance envers des transformations scientifiques. Tel est l'enjeu, et je demanderai à notre Groupe des Experts de s'y pencher prioritairement. Les mesures que nous proposerons seront n'en doutons pas dans nos villes et nos collectivités l'une des dimensions majeurs de nos campagnes électorales.

↓ Maréchal | Evidemment cette approche n'exclut pas le dialogue inévitable extérieur au Parti Socialiste. Nous avons là à prendre appui sur l'expérience acquise au sein des conseils municipaux dans le débat toujours difficile avec les écologistes.

Mes chers camarades, une nouvelle période s'ouvre sous nos yeux. J'en ai résumé quelques-uns des enjeux. Je voudrai dire la place des socialistes dans ces débats.

Elle doit être la toute première.

La toute première pour combattre le racisme et les partisans de l'exclusion et des exclusives.

La toute première pour affirmer le contenu d'une nouvelle étape sociale marquée par le souci de justice sociale et de dialogue.

La toute première pour engager de nouvelles étapes de la décentralisation.

La toute première pour rassembler les forces de progrès appuyant l'action du Président de la République.

Notre fédération doit y puiser un nouvel élan.

A nous par nos travaux de démontrer que nous savons concilier la démarche d'unité et le progrès des idées.

Merci.